



PASCAL BERNARD
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'ordre de Poitiers
Inscrit au tableau de l'ordre d'Angers
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers

MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION
15, Avenue de Saintes
17 240 SAINT GENIS DE SAINTONGE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

présenté à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 21 MARS 2024

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX
02 51 37 07 78
p.bernard@adecia.fr

ANGERS | CHALLANS | CHOLET | LA ROCHE-SUR-YON | LES HERBIERS | NANTES NORD ET SUD | NIORT

TVA intracommunautaire FR 73 414 142 943 | APE 6920Z | SIRET 414 142 943 00029
Membre d'une Association Agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté.

ENSEMBLE, L'AUDACE A DE L'AVENIR www.adecia.fr





MAISON FAMILIALE DE SAINT GENIS DE SAINTONGE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à La Roche-sur-Yon,
Le 04 mars 2024
Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

BILAN

ACTIF	Exercice : 2 023		Durée : 12 Mois		Exerc. : 2 022 12 Mois	
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF	NET	% ACTIF
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels						
Droits et valeurs similaires						
Autres						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 272 890	1 394 025	878 865	55	885 795	50
Terrains						
Constructions	1 557 797	880 049	677 748		725 296	
Instal. techniques, mat. et out. ind.	10 500	3 244	7 255			
Autres immobilisations corporelles	624 593	510 731	113 861		149 818	
Immobilisations corporelles en cours	80 000		80 000		10 681	
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 330		9 330	1	9 770	1
Participations	4 115		4 115		4 005	
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres	5 215		5 215		5 765	
TOTAL I	2 282 220	1 394 025	888 195	55	895 565	51
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS ET EN-COURS	1 218		1 218		838	
Matières premières et approvisionnements	1 218		1 218		838	
En-cours de productions						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
AVANCES ET ACOMPTES VERSES / COMMANDES	13 499		13 499	1		
CREANCES	244 445	51 461	192 984	12	197 233	11
Créances clients, usagers et comptes rattachés	238 791	51 461	187 329		189 818	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	5 655		5 655		7 415	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS	331 312		331 312	21	334 433	19
INSTRUMENTS DE TRESORERIE						
DISPONIBILITES	170 801		170 801	11	317 645	18
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 174		5 174		14 572	1
TOTAL II	766 451	51 461	714 989	44	870 212	49
Frais d'émission des emprunts	III					
Primes de remboursement des emprunts	IV					
Ecarts de conversion Actif	V					
TOTAL GENERAL (I + II+ III + IV + V)	3 048 671	1 445 486	1 603 184	99	1 765 777	100

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

BILAN

Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

PASSIF	Exercice : 2023		Exercice : 2022	
	Durée: 12 Mois	% PASSIF	Durée: 12 Mois	% PASSIF
FONDS PROPRES				
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE				
Fonds statutaires				
Fonds propres complémentaires				
ECARTS DE REEVALUATION				
RESERVES				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres				
REPORT A NOUVEAU	653 327	41	659 914	37
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	- 157 144	-10	-6 586	
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	496 183	100	653 327	100
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES				
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	360 316	22	399 934	23
PROVISIONS REGLEMENTEES				
TOTAL I	856 500	53	1 053 262	60
FONDS REPORTES ET DEDIES				
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS OU DONATIONS				
FONDS DEDIES				
TOTAL II				
PROVISIONS				
PROVISIONS POUR RISQUES				
PROVISIONS POUR CHARGES	29 170	2	25 247	1
TOTAL III	29 170	2	25 247	1
DETTES				
EMPRUNTS OBLIGATOIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)				
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	465 767	29	436 101	25
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	21 587	1	727	
AVANCES, ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	56 506	4	54 624	3
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	43 112	3	41 328	2
DETTES DES LEGS OU DONATIONS				2
DETTE FISCALES ET SOCIALES	80 387	5	112 467	6
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	3 500		42 021	2
AUTRES DETTES				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	46 655	3		
TOTAL IV	717 515	45	687 268	39
ECARTS DE CONVERSION PASSIF				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 603 184		1 765 777	100

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

RUBRIQUES	Exerc.: 2 023 12 mois	Exerc.: 2 022 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations	2 697	3 001
Ventes de marchandises <i>dont vente de dons en nature</i>		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i>	607 325	544 293
Ventes de services annexes	73 651	60 803
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	624 345	592 271
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	20 622	58 254
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	724	171
TOTAL I	1 329 364	1 258 793
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achat de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	65 201	65 972
Variation de stock	- 380	- 154
Autres achats et charges externes	583 683	439 994
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	9 983	15 654
Salaires et traitements	582 707	523 050
Charges sociales	162 149	151 550
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	98 066	97 663
Dotations aux provisions	13 251	6 852
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4 003	1 790
TOTAL II	1 518 663	1 302 372
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 189 299	-43 578

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2023

Au 31/12/2023

RUBRIQUES	Exerc.: 2 023 12 mois	Exerc.: 2 022 12 mois
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 719	6 428
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	5 719	6 428
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	15 334	9 008
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	15 334	9 008
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-9 615	-2 580
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV)	- 198 914	-46 158
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	3 089	4 907
Sur opérations en capital	40 168	37 349
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	43 257	42 256
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	937	2 685
Sur opérations en capital	550	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	1 487	2 685
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	41 770	39 571
Participations des Salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 378 340	1 307 478
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 535 484	1 314 064
EXCEDENT OU DEFICIT	- 157 144	-6 586
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à dispositions gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Comme énoncé au sein des articles 3 et 4 des statuts :

L'association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de la Saintonge et de l'Aunis, a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale,
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison Familiale Rurale,
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement, ... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et la dans Maison Familiale Rurale,
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

II. FAITS MARQUANTS ET SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'association présente les caractéristiques suivantes :

Total du Bilan :	1 603 184 €
Chiffre d'affaires :	683 673 €
Résultat :	- 157 144 €

L'exercice couvre la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Aucun fait significatif n'est à relever.

III. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Art. 833-2 règlement comptable ANC n° 2014-03

A. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence et conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 26 décembre 2016, et du plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation ;

- indépendance de l'exercice ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- informations relatives aux contributions volontaires en nature comptabilisées.

Les méthodes de quantification et de valorisation retenues :

- Un bien reçu à titre gratuit est estimé à la valeur vénale, en correspondance au prix du marché à des conditions normales.
- Dérogation à la règle de comptabilisation des contributions volontaires en nature faute d'éléments suffisamment quantifiable.

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

B. Mode et Méthode d'évaluation

1. Immobilisations corporelles

Le Règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et publié au JO du 28 décembre 2016. A ce titre, si un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Sur ces bases, une analyse des éléments constitutifs des biens immobilisés a été menée. Ce travail a amené à constater que les immobilisations corporelles détenues par l'entreprise ne pourraient pas être décomposées, soit du fait de leur caractère d'immobilisations complexes spécialisées correspondant à des éléments qui, bien que séparables par nature, sont techniquement liées par leur fonctionnement, soit par le caractère non significatif des composants identifiés.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées généralement admises suivant les durées habituelles admises par la profession.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions sur sol d'autrui	10-20-25 ans
- A.A.I. des constructions sur sol d'autrui	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 à 10 ans
- Agencement de matériel	5 à 10 ans
- AAI divers	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 - 5 ans
- Matériel de bureau informatique	3 et 5 ans
- Mobilier de bureau	5 et 10 ans

2. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement et autres immobilisations incorporelles

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

3. Stocks et encours

- Stocks de matières premières : ils sont évalués suivant la méthode premier entré / premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu, sauf écart significatif.

4. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

IV. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

A. Information sur les fonds propres

Art. 431-5 règlement comptable ANC n°2018-06

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droits de reprise					
Fonds propres avec droits de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	659914			6586	653327
Excédent ou déficit de l'exercice	-6586	6586			
Situation nette	653328	6586		6586	653327
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement nettes	399934			39618	360316
Provisions réglementées	25247		3923		29170
TOTAL	1078509	6586	3923	46204	1042813

B. Information sur les subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde la clôture de l'exercice
Subventions d'investissements	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Total Montant nominal	735 828			735 828
TOTAL quotes-parts virées au résultat	335 893	39 618		375 511

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

C. Provisions inscrites au bilan

Objet de la provision	Dépréciation des Titres	Dépréciation des stocks	Dépréciation des comptes clients	Pour litiges	Pour risques et charges
Argumentation de la provision			Fonction des risques de non recouvrement		
Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023					
Début			45477		25247
Dotations			9328		3923
Reprises			3344		0
Fin			51461		29170
Exercice 01/01/2022 au 31/12/2022					
Début			44665		29527
Dotations			6852		0
Reprises			6040		4280
Fin			45477		25247
Exercice 01/01/2021 au 31/12/2021					
Début			40464		27855
Dotations			8555		1672
Reprises			4354		0
Fin			44665		29527

D. Actif immobilisé et amortissements**1. Immobilisations**

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	2 188 497	101 817	6 744	2 272 890
Immobilisations Financières	9 770	110	550	9 330
TOTAUX	2 198 267	91 246	7 294	2 282 220

1.1. Information sur les actifs inaliénables

Art. 431-3 règlement comptable ANC n° 2018-06

NEANT

2. Amortissements

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	1 302 702	98 066	6 744	1 394 024
TOTAUX	1 302 702	98 066	6 744	1 394 024

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

E. Echéances des créances et des dettes**1. Créances**

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 215		5 215
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux et litigieux	51 461	51 461	
Autres créances clients	187 329	187 329	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	62	62	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 016	2 016	
Etat – Divers			
Groupe et associés	3 319	3 319	
Débiteurs divers	257	257	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 174	5 174	
TOTAUX	254 834	249 620	5 215

2. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles				
Autres emprunts obligatoires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an l'origine	465 767	53 957	225 014	186 796
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	43 112	43 112		
Personnel et comptes rattachés	24 588	24 588		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	55 607	55 607		
Etat – Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et assimilés	192	192		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 500	3 500		
Groupe et associés	21 587	21 587		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	46 655	46 655		
TOTAUX	661 008	249 199	225 014	186 796

F. Comptes de régularisation Actif et Passif**1. Les charges à payer inscrites dans les comptes de passif sont composées de :**

- Les emprunts et dettes financières	629 €
- Fournisseurs : factures non parvenues	0 €
- Clients : Avoirs à établir :	0 €
- Les dettes fiscales et sociales	48 638 €

2. Les produits à recevoir inscrits dans les comptes d'actif sont composés de :

- Clients : factures à établir	31 067 €
- Fournisseurs : Avoirs à recevoir	0 €
- Les créances fiscales et sociales	2 016 €
- Autres créances	0 €

3. Les charges constatées d'avance s'élèvent à 5 174 €.

Elles sont principalement constituées des loyers, assurances, publicités, abonnements versés d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en charges au cours de l'exercice suivant.

4. Les produits constatés d'avance s'élèvent à 46 655 €.

Ils sont essentiellement constitués de produits perçus d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en produits au cours de l'exercice suivant.

G. Informations sur le compte de résultat**1. Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations**

Art. 142-1 règlement comptable ANC n°2018-06.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

H. Effectif moyen

L'effectif moyen au cours de l'exercice a été de 16.40 personnes dont 0.00 travailleurs handicapés et se décompose de la manière suivante :

- Ingénieurs et cadres	7.68
- Agents de maîtrise	0
- Employés, ouvriers et techniciens	8.39
- Apprentis	0.33

I. Ventilation du chiffre d'affaires

	31/12/2023
Chiffre d'affaires France	680 976
Chiffre d'affaires total	680 976

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

J. Nature des produits exceptionnels et charges exceptionnelles

	31/12/2023
Produits exceptionnels de gestion	3 089
Produits exceptionnels en capital	40 168
Reprise sur provisions et transferts de charges	0
Totaux	43 257
Charges exceptionnelles de gestion	937
Charges exceptionnelles en capital	550
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0
Totaux	1 487

Détail des charges et produits exceptionnels

Détail produits et charges exceptionnels	Montant Charges	Montant Produits
Diverses régularisations de comptes	193	3089
Produit cession immobilier financière		550
Quote-part subvention investissement inscrite au résultat		39618
VNC immobilisation financière cédée	550	
Mouvements de trésorerie sans justificatifs	744	

V. Informations relatives aux engagements et autres informations**A. Dettes garanties par sûretés réelles**

- Hypothèque NEANT
- Nantissement (gage) NEANT

B. Engagements financiers

- Avals, cautions et garanties 385 496 €
- Autres engagements reçus NEANT

C. Garanties d'actif ou de passif

NEANT

D. Clauses de retour à meilleures fortunes

NEANT

E. Crédits baux engagements donnés

- Crédits baux immobiliers NEANT
- Crédits baux mobiliers NEANT

F. Créances cédées non échues (dont les effets de commerce escomptés non échus)

NEANT

G. Engagement Retraite

L'indemnité de fin de carrière est de 29 170 €.

Modalité de calcul des engagements en matière de retraite :

- Convention collective Maisons Familiales Rurales (enseignement, MFR)

H. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs à l'exercice 2023 sont évalués à 3 418.80 €.

I. Informations relatives aux contributions volontaires en nature non comptabilisées

Art. 431-10 règlement comptable ANC n° 2018-06

Les contributions volontaires ne sont pas comptabilisées faute d'éléments suffisamment fiables et quantifiables.

- Contributions en travail :
 - o Bénévolat : préciser la nature de l'activité des bénévoles, le nombre de bénévoles ayant contribué à l'activité sur l'exercice ou si incertitude le nombre total de bénévoles de l'association pouvant contribuer à l'activité, la récurrence au cours de l'exercice.
 - o Personnel mis à disposition par un organisme public ou privé,
 - o Temps non rémunéré consacré à la gestion de l'association par les membres de l'association ;
- Contributions en biens :
 - o Liste de tout bien remis en pleine propriété à l'association ;
- Contributions en services par la mise à disposition de
 - o Locaux : décrire la surface utilisée et la nature
 - o Matériel : décrire le matériel et son utilité
 - o Fournitures gratuites de services : préciser lesquels

C.V.N. : LA CONTRIBUTION BENEVOLE				
bénévolat	prestation et description	convention (oui/non)	date(s)	temps en jours
concernant l'association MFR Présence CA, Présence Commission Projets	UDU		Année 2023	34

C.V.N. : LA CONTRIBUTION MECENAT DE COMPETENCES				
mécénat de compétences	prestation (déscri)	convention (oui/non)	date(s)	temps en jours

C.V.N. : LE DON EN NATURE		
particulier / entreprise donatrice	nature du don	date

C.V.N. : PRÊT DE TERRAIN, DE LOCAL OU MATERIEL à titre gracieux		
prêteur	nature du prêt	date début/ date fin

En application de l'article 211-4 du règlement ANC 2018:

la MFR de la Saintonge et de l'Aunis estime que la présentation des CVN n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement. En effet, agissant dans le cadre associatif sur la base du volontariat, l'activité bénévole concourt à la mission et à l'objet de l'association sur un principe arrêté par le règlement intérieur de l'association MFR, article 2 qui précise que le Conseil d'administration est « formé de membres de l'association qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association ». Le Conseil d'administration est l'expression de la volonté des parents... il est garant du maintien du caractère familial de l'association et de la prépondérance du rôle des familles dans la marche de la Maison Familiale Rurale. Dès lors, il n'est pas opportun ni compatible de comptabiliser les contributions volontaires en nature pour ce qui est de la participation des bénévoles.

- Information sur la nature et l'importance des CVN

Le temps consacré par les bénévoles, administrateurs ou non, dans le cadre de participation à des ateliers d'animation, à l'encadrement de sorties, à des témoignages, à l'accompagnement, à des séances de commissions ou conseils d'administration etc..., certaines prestations en nature de la part de partenaires de la MFR (interventions d'un chef d'entreprise, d'un syndicat professionnel...), quelques dons en nature consommés en l'état (dons d'ordinateurs par une entreprise...) participent par nature aux contributions volontaires au bénéfice des jeunes et des familles dans une moindre mesure.

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

J. Informations relatives aux rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés avantage en nature inclus

Art. 431-13 règlement comptable ANC n° 2018-06

Loi 2006-586 Art. 20 « Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 Euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 Euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Seuils non modifiés.

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés : 124 499 €

K. Concours publics et subventions d'exploitation (art. 431-9 du règlement)

La MFR doit fournir une information sur les montants des concours publics et les subventions d'exploitation qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

La nature du concours ou de la subvention octroyé soit concours public ou subvention d'exploitation
(cf doc Intranet Plan comptable des MFR fiche explicative des comptes p 41-42)

N° CPTÉ	NATURE	Destination du versement	MONTANT
74181	Subventions de fonctionnement	Subventions (Ministère de l'Agriculture)	FSL + AVS + ORAAF 2023
7442	Subventions Fonct App	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	Action scolaire+Journée sportive+voyage+carte formation
7443	Subventions Conseil Départemental	Subventions (Conseil Départemental)	Dispositif ASI
7445	Subventions Internationaux	Erasmus	Erasmus
7448	Autres Subventions d'exploitation	FD REGION	Aide apprenti
748	Autres Subventions d'exploitation	Autres Subventions d'exploitation	Aide PERMIS
7481	Taxe apprentissage	CONCOURS PUBLICS	EX. : Taxe apprentissage solde 13%

TOTAL 624 355 €

L. Subventions d'équipements

Aucune subvention d'investissement n'a été octroyée à la MFR en 2023.

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes



PASCAL BERNARD
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'ordre de Poitiers
Inscrit au tableau de l'ordre d'Angers
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers

MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION
15, Avenue de Saintes
17 240 SAINT GENIS DE SAINTONGE

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

présenté à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 21 MARS 2024

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX
02 51 37 07 78
p.bernard@adecia.fr

ANGERS | CHALLANS | CHOLET | LA ROCHE-SUR-YON | LES HERBIERS | NANTES NORD ET SUD | NIORT

TVA intracommunautaire FR 73 414 142 943 | APE 6920Z | SIRET 414 142 943 00029
Membre d'une Association Agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté.

ENSEMBLE, L'AUDACE A DE L'AVENIR www.adecia.fr





MAISON FAMILIALES DE SAINTGENIS DE SAINTONGE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31/12/2023

À l'Assemblée générale de l'association MFR,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.



CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conformément aux dispositions statutaires de votre société, j'ai été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Personnes Concernées :


- Votre Conseil d'Administration

Nature et Objet :

- Indemnisation des kilomètres effectués pour votre association avec leurs véhicules personnels

Modalités :

- Montant pris en charge sur l'exercice : 4 017.58€

Fait à La Roche-sur-Yon,
Le 04 mars 2024
Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes